

académie  
Toulouse

direction des services  
départementaux  
de l'éducation nationale  
Ariège  
éducation  
nationale

Foix, le 24 janvier 2014

L'Inspectrice d'académie  
Directrice académique des services  
De l'Education nationale,

à

Madame et Messieurs les Inspecteurs de  
l'Education nationale

Mesdames et Messieurs les Directeurs d'école  
Pour information

## TEMPS PARTIEL

(Exercice à temps partiel, reprise à temps complet,  
modification de quotité de service)

RENTREE SCOLAIRE 2014

Moyens - Personnels  
1<sup>er</sup> Degré.

Référence  
FM/SB

Dossier suivi par  
Stéphane BONE  
Téléphone  
05 67.76.52.43  
Fax  
05 67.76.52.00  
Mél

ia09dipem1d@ac-toulouse.fr

7, rue du Lt Paul Delpech  
BP 400 77  
09008 FOIX CEDEX

**Réf :** Décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel.  
Décret 2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé dans la fonction publique de l'Etat.  
Décret n° 2002-1389 du 21 novembre 2002 modifiant le décret 82 624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel.  
Décret n° 2003-1307 du 26 décembre 2003 pris pour l'application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites et relatif aux modalités de mise en œuvre du temps partiel et à la cessation progressive d'activité.  
Note de service 2004-029 du 16/02/2004 relative à l'annualisation du service à temps partiel.  
Décret n° 2008-775 du 30 juillet 2008 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du premier degré.  
Circulaire d'application n° 2008-105 du 6 août 2008 relative aux obligations de service des personnels enseignants du 1er degré.  
Circulaire d'application n° 2008-106 du 6 août 2008 relative au travail à temps partiel des personnels enseignants du premier degré exerçant dans les écoles.  
Décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires.  
Circulaire d'application n°2013-019 du 4 février 2013 relative aux obligations de service.  
Circulaire d'application n°2013-038 du 13 mars 2013 relative à la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires.

### Pièces jointes :

ANNEXE N°1 : Formulaire de demande de temps partiel  
ANNEXE N°2 : Calendrier 2014-2015 pour l'organisation du 80%

Cette circulaire présente les différentes modalités de temps partiels pour les professeurs des écoles et les instituteurs pour la rentrée scolaire 2014.

Sont concernés les personnels enseignants du premier degré qui souhaitent formuler :

- une demande initiale d'exercice à temps partiel
- une demande de modification de quotité de service
- une demande de reprise d'activité à temps complet



Je vous rappelle que le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 précise le cadre réglementaire de la réforme des rythmes scolaires dans le 1<sup>er</sup> degré sur la base 9 demi-journées applicable à la prochaine rentrée.

Le service des enseignants du 1<sup>er</sup> degré s'organise de la manière suivante :

- 24 h hebdomadaires d'enseignement à tous les élèves ;
- et 108 h annuelles correspondant à différentes activités, effectuées sous la responsabilité de l'inspecteur de l'Education nationale chargé de la circonscription dans laquelle exercent les enseignants concernés.

Le calcul du service à temps partiel est effectué :

- d'une part sur le service d'enseignement de 24 h réparti sur 9 demi-journées ;
- d'autre part sur le service annuel de cent huit heures au prorata de la même quotité de travail.

## **I – DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES**

### **1.1 – Les bénéficiaires**

Tout fonctionnaire peut demander à exercer ses fonctions à temps partiel.

Pour les postes impliquant une décharge d'au moins 0,25 (directeur de 4 classes et plus, enseignants PEMF, ...) ou pour tout poste faisant l'objet d'un recrutement particulier (poste à profil entier), une attention particulière sera apportée (voir paragraphe IV de la présente circulaire).

L'organisation du service des titulaires remplaçants est difficilement compatible avec l'exercice de fonctions à temps partiel hebdomadaire (qu'il soit de droit ou sur autorisation), **mais est compatible avec le temps partiel annualisé**. Les enseignants affectés sur ce type de poste devront, le cas échéant, envisager un changement d'affectation s'ils donnent priorité au temps partiel hebdomadaire.

Toutefois, si les personnels affectés à titre définitif sur un poste de titulaire remplaçant souhaitent conserver le bénéfice de cette nomination et souhaitent également bénéficier d'une formule de temps partiel hebdomadaire, ils devront émettre des vœux lors de la 2<sup>ème</sup> étape du mouvement départemental (phase d'ajustement de juin).

### **1.2 – La durée de l'autorisation**

L'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel est accordée, pour la durée de l'année scolaire.

Le décret 2002-1389 du 21 novembre 2002 modifiant le décret 82-624 du 20 juillet 1982 prévoit que cette autorisation est renouvelable, pour la même durée, par tacite reconduction dans la limite de trois années scolaires. Toutefois pour éviter toute ambiguïté et en raison des nécessités d'organisation des services dans les écoles, **les demandes seront à renouveler au titre de chaque rentrée scolaire.**

### **1.3 – Les modalités**

Les décisions de refus de temps partiel doivent être précédées d'un entretien et être motivées sur le fondement de l'intérêt du service, conformément à l'article 37 de la loi du 11 janvier 1984.

#### **■ Le temps partiel est accordé de plein droit :**

- **à l'occasion de chaque naissance** jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté.

- **pour donner des soins** à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave. (Art. 37 bis de la loi du 11 janvier 1984). La demande sera assortie d'un certificat médical émanant d'un praticien hospitalier. Ce certificat doit être produit tous les 6 mois.

- **pour créer ou reprendre une entreprise**. La durée maximale de ce service est d'un an et peut être prolongée d'un an au plus.

- **aux fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi (situation de handicap)** relevant d'une des catégories visées aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> de l'article L323-3 du code du travail. Ce droit est subordonné à la production de la pièce justificative attestant de l'état du fonctionnaire (reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé).



### **Remarques :**

- Le bénéfice du temps partiel de droit pour raisons familiales ne peut être accordé en cours d'année scolaire qu'à l'issue du congé de maternité, du congé d'adoption, du congé de paternité ou du congé parental. La durée du service hebdomadaire est aménagée de façon à obtenir un nombre entier de demi-journées hebdomadaires correspondant à une quotité de temps de travail. Les intéressés effectuent un service réduit d'au moins deux demi-journées par rapport à un temps complet. Dans ce cas, la demande de temps partiel doit être déposée dès la naissance ou l'adoption de l'enfant (joindre obligatoirement l'acte de naissance ou le jugement d'adoption).
- Les enseignants, qui aux 3 ans de leur enfant, ne souhaitent pas reprendre à temps complet ont la possibilité de terminer l'année scolaire selon le même régime, mais dans le cadre d'un temps partiel sur autorisation. Pour que ce temps partiel sur autorisation soit comptabilisé comme période de travail à temps complet, ils doivent demander à surcotiser pour leur pension (voir informations complémentaires).

### **■ Le temps partiel peut être accordé sur autorisation :**

**Le nombre d'octrois de temps partiels sur autorisation dépend essentiellement de la situation des effectifs des enseignants dans le département. Le temps partiel ne pourra être accordé que sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service public d'enseignement et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail (compléments de service).**

Les demandes pour raison de santé devront obligatoirement être accompagnées d'un certificat médical, sous pli confidentiel. Elles seront transmises, par les services de la division du personnel pour avis, au médecin de prévention qui convoquera l'intéressé(e) s'il y a lieu.

Les demandes pour tout autre motif devront faire l'objet d'un courrier explicite accompagné éventuellement de toutes pièces justificatives.

Un temps partiel sur autorisation ne peut être accordé en cours d'année scolaire.

## **II – DEMANDES DE TEMPS PARTIEL DANS UN CADRE HEBDOMADAIRE**

### **2.1 – Organisation générale**

La durée des demi-journées libérées des écoles à 9 demi-journées détermine la quotité de temps partiel octroyée.

**Compte tenu des différents aménagements horaires des écoles du département, la demande de temps partiel ne peut porter que sur un nombre de demi-journées libérées.**

**La quotité correspondante sera ensuite définie en fonction de la durée des demi-journées arrêtée pour chacune des écoles.**

Les enseignants désirant travailler à temps partiel à la rentrée prochaine établiront leur demande sur l'imprimé joint (voir ANNEXE N°1).

L'attribution des temps partiels devra se faire dans le respect de la continuité et de l'intérêt du service. **A cette fin, sera privilégiée la libération d'une journée entière** à la libération de deux matinées ou deux après-midi.

Le mode d'organisation défini reste fixe sur la durée de l'autorisation. Toutefois, à l'initiative du maître ou du supérieur hiérarchique, une modification peut intervenir en cours de période, soit s'il y a accord entre les parties, soit si la nécessité du service, notamment l'obligation de continuité, l'imposent. En cas de litige, l'agent peut saisir la commission administrative paritaire compétente.

La rémunération correspondra à la quotité de temps travaillée et sera fonction du nombre d'heures libérées. Les intéressés se reporteront utilement aux exemples de calcul figurant dans la circulaire N°2013-038 du 13.03.2013 publiée au BO N°11 du 14.03.2013.

**L'organisation des services à temps partiel à l'intérieur de l'école est du ressort de l'I.E.N. de la circonscription.**

## 2.2 – Les mises en œuvre

### ■ Mise en œuvre de droit

Concernant les demandes de droit, les temps partiels pouvant être accordés dans un cadre hebdomadaire sont définis dans le tableau ci-dessous :

Service hebdomadaire d'enseignement (24 heures)	Nombre de demi-journées non travaillées	Service annuel complémentaire (108 h)
9 demi-journées (4,5 jours)	0 demi-journée (0 jour)	Au prorata
7 demi-journées (3,5 jours)	2 demi-journées (1 jour)	Au prorata
6 demi-journées (3 jours)	3 demi-journées (1,5 jour)	Au prorata
5 demi-journées (2,5 jours)	4 demi-journées (2 jours)	Au prorata
4 ou 5 demi-journées (2 ou 2,5 jours) organisées par semestre	5 ou 4 demi-journées (2,5 ou 2 jours) selon le semestre	Au prorata

### ■ Mise en œuvre sur autorisation

Concernant les demandes sur autorisation, les temps partiels pouvant être accordés dans un cadre hebdomadaire sont définis dans le tableau ci-dessous :

Service hebdomadaire d'enseignement (24 heures)	Nombre de demi-journées non travaillées	Service annuel Complémentaire (108 h)
9 demi-journées (4,5 jours)	0 demi-journée (0 jour)	Au prorata
7 demi-journées (3,5 jours)	2 demi-journées (1 jour)	Au prorata
4 ou 5 demi-journées (2 ou 2,5 jours) organisées par semestre	5 ou 4 demi-journées (2,5 ou 2 jours) selon le semestre	Au prorata

## III – DEMANDES DE TEMPS PARTIEL DANS UN CADRE ANNUALISE

### 3.1 – Temps partiel à 50% (temps partiel de droit ou sur autorisation) :

La note de service n° 2004-029 du 16 février 2004 publiée au B.O. n° 9 du 29 février 2004 explicite les règles applicables aux modalités de l'annualisation du service à temps partiel issues de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 (art 70) portant réforme des retraites. Vous vous y reporterez utilement.

La possibilité d'effectuer son service à temps partiel annualisé est ouverte à l'ensemble des personnels du 1<sup>er</sup> degré. **Cependant, le bénéfice du temps partiel annualisé ne sera accordé que si cela est compatible avec les nécessités et la continuité du service public.** D'une manière générale, l'intérêt des élèves implique une continuité pédagogique qui conduit à s'en tenir à une seule alternance dans l'année, soit une période travaillée et une période non travaillée, soit la formule inverse. Pour les mêmes motifs, pendant la période travaillée, le service sera accompli à temps complet.

**Les enseignants qui demandent à travailler selon le rythme du temps partiel annualisé à 50% doivent être conscients qu'ils fonctionnent en binôme. En conséquence, toute modification apportée à leur demande entraîne automatiquement l'annulation du temps partiel annualisé accordé à l'autre binôme.**

Les 108 heures seront proratisées selon la quotité de 50% (soit 54h dont 18h d'APC).

### 3.2 – Temps partiels 80% (temps partiel de droit ou sur autorisation) :

Le décret n° 2005-168 du 23 février 2005 prévoit que les personnels relevant d'un régime d'obligations de service défini en heures hebdomadaires qui exercent dans les écoles du 1<sup>er</sup> degré peuvent également exercer selon une quotité de 80% dans un cadre annuel. Le taux de rémunération est porté à 85.7 % du salaire.

Ainsi, le service à 80% sera constitué d'un service à temps plein interrompu par une période non travaillée de 7,2 semaines consécutives. Le calendrier est fixé par l'administration (voir ANNEXE N°2). Les 108 heures feront l'objet d'une proratisation selon la quotité de 80% (soit 87h dont 29h d'APC).

**Ces demandes feront l'objet d'un examen attentif et individualisé, dans l'intérêt du service. Cette modalité implique la nécessité de former des couplages de postes sur un territoire restreint et cohérent et de disposer des compléments de service correspondants.**

En cas d'impossibilité d'organiser la quotité demandée, les personnels seront interrogés sur un choix alternatif (autres organisations de temps partiel ou temps complet).



#### IV – SITUATIONS PARTICULIERES

■ Demande de temps partiel de droit ou sur autorisation pour un personnel bénéficiant d'une décharge de service d'au moins 0,25 ou nommé sur un poste faisant l'objet d'un recrutement particulier

Sont concernés par cette situation les personnels suivants :

- **les directeurs bénéficiant d'au moins un quart de décharge ;**
- **les professeurs des écoles maîtres formateurs.**
- **Les enseignants nommés sur un poste à profil (cf circulaire du mouvement départementale à venir)**

Notamment pour les directeurs d'école, le bénéfice d'un temps partiel doit être compatible avec l'exercice de l'intégralité des charges qui leur sont dévolues. En effet, les fonctions de directeur d'école comportent l'exercice de responsabilités qui ne peuvent par nature être partagées. Les intéressés devront s'engager à continuer à assumer l'intégralité des charges liées à la fonction de directeur d'école.

Pour ces personnels, les demandes de temps partiels, feront l'objet d'un examen attentif. L'avis de l'IEN sera alors requis.

#### V – LA REINTEGRATION A TEMPS PLEIN

Au terme de la période d'autorisation de travail à temps partiel, le maître est réintégré sur sa demande à plein temps.

Il peut mettre fin cependant de façon anticipée à l'exercice de ses fonctions à temps partiel sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

La réintégration anticipée peut toutefois intervenir sans délai en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale. Cette possibilité s'applique par exemple, aux agents qui se trouvent en situation de divorce, de décès ou de chômage du conjoint. Cette liste n'est pas exhaustive, la situation des agents devant être examinée au cas par cas et présentée à la CAPD.

En cas de réintégration en cours d'année, il pourra être proposé à l'enseignant une affectation autre que celle qu'il détient à titre définitif, en fonction des nécessités de service. Cette disposition concerne notamment les personnels affectés sur un poste de remplaçant ou sur un service composé de décharges de direction et/ou de maître formateur.

De même, l'enseignant qui souhaite reprendre à temps plein aux trois ans de son enfant, devra, **dès la rentrée**, le signifier par courrier à la division du personnel. Il est à noter qu'il effectuera alors son complément de temps **sur un support vacant à ce moment là et ce, jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours ou sur des remplacements.**

#### VI – DEPOT DES DEMANDES

Les personnels souhaitant exercer des fonctions à temps partiel pendant l'année scolaire 2014-2015 devront en formuler la demande sur l'imprimé joint (**ANNEXE N°1**). Une lettre de motivation pourra être jointe.

La demande sera établie en 2 exemplaires :

- le 1<sup>er</sup> directement adressé à la Direction des services départementaux de l'Education nationale de l'Ariège, service DIPEM 1D bureau 310. Elle devra parvenir avant le **28 février 2014, délai de rigueur.**
- le 2<sup>ème</sup> sera transmis à madame ou monsieur l'inspecteur de l'Education nationale pour avis.

Aucune demande de temps partiel ne pourra être **validée ou annulée** après le **15 mai 2014**, sauf dans les cas suivants : modification de la situation familiale, situation exceptionnelle et sur présentation des justificatifs correspondants.

*Les présentes informations sont à porter à la connaissance de tous les personnels placés sous votre autorité, y compris en congé de maternité ou de maladie, les titulaires remplaçants qu'ils soient en suppléance ou en attente de remplacement, les enseignants spécialisés de RASED, les animateurs TICE.*

  
Nathalie Costantini

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES



### PRISE EN COMPTE DU TEMPS PARTIEL POUR LA RETRAITE

Les dispositions de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et des décrets n° 2003-1307 du 26 décembre 2003 et n° 2004-678 du 8 juillet 2004 permettent désormais aux agents de l'État de bénéficier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 de la prise en compte des périodes d'exercice à temps partiel dans la liquidation de leur pension dans les mêmes conditions que celles applicables aux périodes accomplies à temps complet.

Ainsi les fonctionnaires à temps partiel sur autorisation ou à temps partiel de droit autre que pour naissance **jusqu'aux 3 ans de l'enfant** ou adoption jusqu'aux 3 ans à compter de la date d'arrivée au foyer peuvent demander à sur cotiser.

La sur cotisation étant facultative, elle doit être expressément demandée par le fonctionnaire au moment où il sollicite l'autorisation de travailler à temps partiel ou lors de son renouvellement. Elle ne peut avoir pour effet d'augmenter la durée de service de plus de **quatre trimestres**.

#### **Cas particulier des fonctionnaires handicapés :**

Pour les agents dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %, le taux de cotisation est celui prévu à l'article L 61 du code des pensions civiles et militaires, à savoir, le taux normal de la cotisation salariale. Cette prise en compte ne peut excéder **huit trimestres**.

Les enseignants désirant surcotiser se rapprocheront du service DIPEM 1D (tél : 05.67.76.52.42 ou 05.67.76.52.45).